

HAÏTI

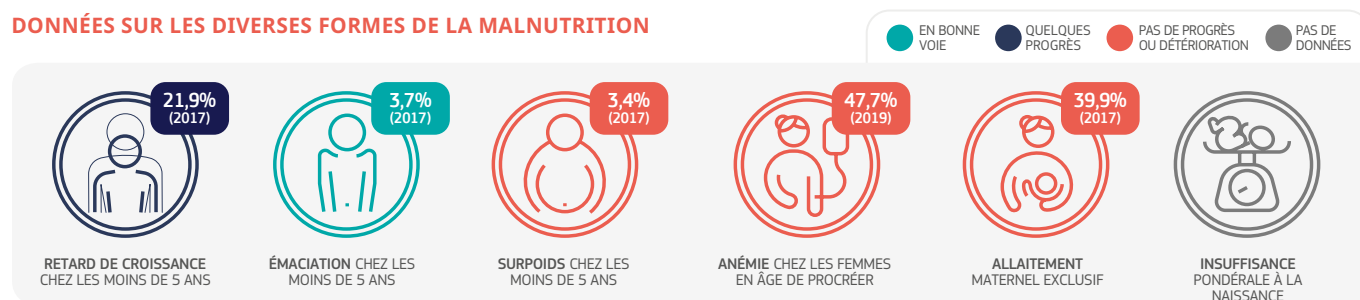
Situation nutritionnelle en Haïti

EN RÉSUMÉ

Haïti a une population de 11,8 millions d'habitants qui devrait atteindre 12,7 millions en 2030¹. Malgré les progrès de certains indicateurs nutritionnels, près d'un cinquième des enfants de moins de cinq ans souffre d'un retard de croissance². D'autres formes de malnutrition existent aussi, telles que le surpoids et l'obésité qui augmentent chez les adolescents et les adultes, et l'anémie qui touche une femme sur deux en âge de procréer. Les disparités de la malnutrition chronique sont fortement présentes³, et attribuables à des multiples facteurs (environnement sanitaire précaire, des épidémies récurrentes, des régimes alimentaires peu diversifiés). De plus, les chocs récurrents

(aléas climatiques et environnementaux, fluctuations des prix) érodent la résilience des plus démunis, tels que les femmes actives dans l'économie informelle, et compromettent la qualité des régimes alimentaires menant à la malnutrition qui pose un frein au développement du pays⁴. Face à ces enjeux, une réponse holistique et préventive ainsi qu'un engagement sur le long terme sont nécessaires pour lutter contre la malnutrition en Haïti. Cette lutte passe aussi par une pleine intégration économique et sociale des femmes. Dans le classement mondial de l'indice d'inégalité de genre (GII 2023-2024) Haïti a une valeur de 0,621 et se place au 158ème rang sur 166 pays.

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

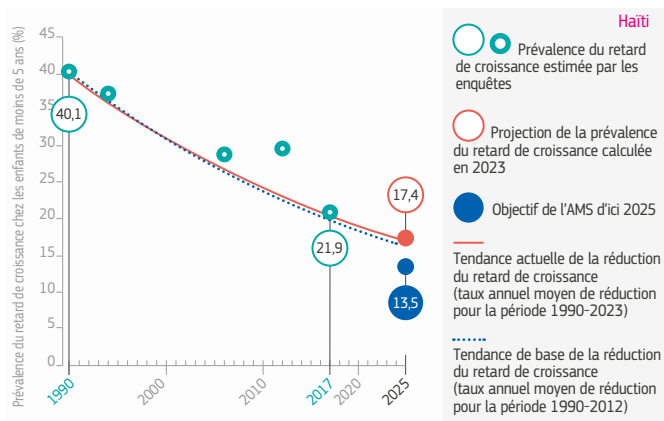
GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

- Haïti a rejoint le mouvement SUN en 2012.
- L'UE assure la présidence du Groupe Technique de la SAN en Haïti et a appuyé la gouvernance intersectorielle.
- La CNSA (Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire) a comme mission d'influencer les politiques publiques destinées à améliorer de façon durable les conditions de sécurité alimentaire de la population haïtienne. La CNSA est composée de deux structures; le Conseil Interministériel de la Sécurité Alimentaire (CISA) qui a une responsabilité décisionnelle et le Bureau Technique d'Appui qui soutient le CISA dans son rôle de coordination.
- La nutrition et la sécurité alimentaire sont gérées de manière séparée. La nutrition est une unité placée au sein de la Direction de la Santé de la Famille du ministère de la Santé; tandis que la sécurité alimentaire dispose d'un organisme de Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire au ministère de l'Agriculture. D'autres tables sectorielles existent (protection sociale; eau, hygiène et assainissement).
- Une politique et stratégie nationale de souveraineté et de sécurité alimentaire et de nutrition a été adoptée.

Exemple de soutien de l'UE

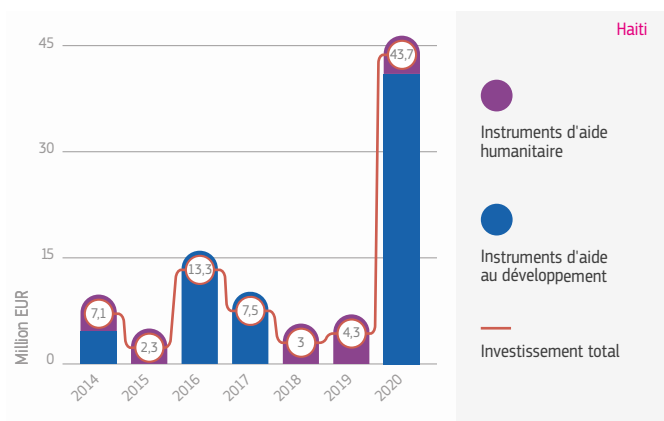
Le Programme multisectoriel pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Haïti 2017-2021 financé par l'UE vise à améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables tout en renforçant leur résilience. Ce programme intervient au niveau départemental dans le Nord-Ouest du pays et dans la zone du Haut Artibonite qui sont confrontés à l'insécurité alimentaire chronique et la malnutrition depuis de nombreuses années. Via une approche multisectorielle et multipartenaires, ce programme intègre l'amélioration de l'accès aux services de base, le renforcement des moyens d'existence des populations vulnérables en appuyant le développement des filières agricoles locales et l'agriculture familiale, les filets sociaux, l'amélioration des services de santé, la prévention de la malnutrition et l'éducation nutritionnelle. Plusieurs ministères et des ONG sont impliqués dans le programme. L'appui à la nutrition se base sur la période des 1 000 jours, la prise en charge des cas de malnutrition aiguë et l'appui aux familles ayant des enfants malnutris.

Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DU NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE

Malgré une tendance générale en baisse encourageante, le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a décéléré de 2,51 % en 2012 à 2,31 % en 2022. À ce rythme, le pays n'atteindrait pas l'objectif fixé par le gouvernement haïtien de réduire la prévalence du retard de croissance à 13,5 % en 2025. Ainsi près de 221 000 enfants devraient souffrir d'un retard de croissance en 2025.



ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020 – UN TOTAL DE 81 MILLIONS D'EUROS

L'UE contribue avec 81 millions d'euros pour la nutrition (40 millions seulement en 2020) incluant 37 millions du Programme multisectoriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle du 11^{ème} FED en Haïti.

Les Programmes Pro-Résilience ont alloué 6,3 millions d'euros pour la nutrition entre 2014 et 2017. Ils ont été conçus en réponse à la récurrence des crises et visent la résilience des populations vulnérables aux chocs, en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

D'autre part, l'UE a alloué 25,5 millions d'euros entre 2021 et 2022, dont 10 millions pour le projet «agriculture résiliente et alimentation scolaire durable dans le Département de la Grande Anse», et 8 million pour le projet «Sustainable agricultural production and enhanced community-based responses to malnutrition in Haiti». Les mécanismes d'aide humanitaire ont contribué avec 7,5 million d'euros à des projets d'urgence en insécurité alimentaire⁵.

Planification pour la nutrition 2021-2027

La situation d'Haïti, avec 50 % de la population (près de 5 millions de personnes) qui vivent dans une situation d'insécurité alimentaire IPC 3 ou plus (IPC mars-juin 2023) reste très préoccupante. Le contexte socio-politique, avec une détérioration systématique de la situation politique, humanitaire, social et économique, dans un climat d'insécurité croissante, ne fait qu'aggraver la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et met en danger la capacité des acteurs du développement à mettre en œuvre les actions nécessaires.

Le gouvernement haïtien, dans sa feuille de route nationale en vue de la transformation des systèmes alimentaires pour soutenir l'Agenda 2030 préparée par la CNSA (version 21.09.2021) se fixe comme objectif à l'horizon 2030 d'améliorer la création de systèmes alimentaires durables et résilients permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous. Au sommet N4G, le Gouvernement d'Haïti s'est aussi engagé à réduire la prévalence des différentes formes de malnutrition.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. Les interventions prévues financées par l'UE dans ce deuxième domaine prioritaire «Développement humain», et envisagées dans son objectif spécifique 3, visent une réduction de la malnutrition infantile, tant chronique qu'aigüe à travers des actions sensibles ou spécifiques à la nutrition, qui pourraient porter en particulier sur la santé maternelle et infantile et la sécurité nutritionnelle (ODD 2).

Le troisième domaine prioritaire «Territoire productif et résilient» a comme objectif la transformation agroécologique des territoires et des systèmes agroalimentaires dans une vision à long terme. Le renforcement de la gouvernance et de la compétence technique des structures locales et nationales et de l'analyse des enjeux autour de thématiques multisectorielles ainsi que les interventions abordant l'accès aux sources de revenus et aux services de base (l'eau et l'assainissement, la santé/nutrition, la protection sociale ou la gestion des déchets) visent améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations (ODD 2).

1 - UN Department of Social and Economic Affairs *World Population Prospects 2022*, données estimées de janvier 2024.
 2 - UNICEF/WHO/The World Bank: Joint child malnutrition estimates (JME) 2023
 3 - Près de 4,5 fois plus élevé chez les enfants du quintile plus pauvre que ceux du quintile plus aisé. Taux plus élevés dans les régions Sud-est et Centre.
 4 - La malnutrition chronique et l'anémie coûteraient Haïti 1,165 milliard US\$ (scenario statu quo 2013-2022) (Haïti PROFILES 2013 - FANTA/USAID 2014).

5 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.